

Elections Législatives de Novembre 1962

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

17^e CIRCONSCRIPTION (SAINT-LAMBERT)

Georges JUMEL

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Electrices, Electeurs de Saint-Lambert,

Le régime issu du coup d'Etat du 13 mai 1958 a reçu un coup très rude au soir du 28 octobre 1962 : le général De Gaulle a ouvert dans le pays une période de crise qui ne peut, qui ne doit être résolue que par un retour à la véritable démocratie, sans qu'il soit pour autant question de revenir aux errements de la IV^e République.

Il importe maintenant de créer une République nouvelle, une démocratie efficace, un système de gouvernement qui respecte toutes les libertés démocratiques mais qui soit adapté aux exigences modernes.

Ce n'est pas un ministre gaulliste qui peut remplir ce rôle, non plus qu'un « indépendant », ou qu'un représentant du Parti Communiste.

C'est pourquoi le PARTI SOCIALISTE UNIFIE vous dit

Votez

Georges JUMEL

Candidat du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Licencié ès-sciences
Diplômé d'Etudes Supérieures
Ingénieur chimiste

Remplaçante éventuelle :

Germaine MARCEAU-PIVERT

COMITE DE PARRAINAGE

Edouard Depreux, Secrétaire général du Parti Socialiste Unifié, ancien ministre,
Pierre Mendès-France, ancien Président du Conseil,
André Philip, ancien Ministre, Daniel Mayer, ancien Ministre,
Robert Verdier, ancien Député de Paris,
Marcel Fourier, rédacteur au journal « Libération »,
Mireille Osmin, Fernande Pansu, Martine Levy-Bruhl.

Vu : le candidat

Le Parti Socialiste Unifié vous demande de voter Pour :

Georges JUMEL

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont refusés aux jeux stériles de la IV^e République, et de jeunes éléments venus des syndicats de toute tendances et d'associations populaires.

Le P.S.U. s'est trouvé au premier rang dans la lutte pour la paix avec l'Algérie par la négociation, contre le pouvoir personnel et la montée du fascisme, et ceci non seulement depuis quelques jours mais depuis sa fondation.

Le P.S.U. est le parti qui se refuse à s'intégrer à la coalition difforme dite « Union Nationale des NON », véritable mariage de la carpe et du lapin, rappelant les combinaisons du passé et nécessairement voué à l'échec.

Le P.S.U. est le parti qui a proposé au Parti Communiste et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche pour le premier tour ; mais cette proposition a été refusée : le P.C. déclarant présenter un candidat dans chaque circonscription ; la S.F.I.O. préférant les alliances à droite.

Le P.S.U. est le parti qui continuera ses efforts au second tour pour réaliser une union de la Gauche, son objectif fondamental demeure la constitution d'un véritable Front Socialiste reposant sur toutes les organisations de gauches, politiques, syndicales et populaires.

Le P.S.U. est le parti qui propose à ces organisations les éléments de programme suivants :

- **Répartition équitable du revenu national** permettant, non seulement aux travailleurs de s'affranchir du recours épuisant aux heures supplémentaires pour vivre, mais amenant également une augmentation des salaires et une réduction sensible de la durée du travail
- **Construction massive de logements accessibles à des revenus modestes** par la création d'un Service National de l'Habitat
- **Assainissement des circuits de distribution** par la lutte contre les intermédiaires
- **Développement de l'enseignement public** par la restauration de la laïcité et la mise en œuvre d'un véritable plan de démocratisation
- **Planification démocratique** c'est-à-dire participation effective des travailleurs et des usagers à la gestion des affaires (pouvoirs véritables aux Comités d'Entreprises) et aux grandes options économiques nationales (contrôle du Plan, création d'une Chambre économique élue aux pouvoirs véritables)
- **Dégagement** de la France d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif
- **Condamnation des expériences nucléaires** d'où qu'elles viennent et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
- **Développement des liens** avec les partis de gauche et les syndicats des pays de l'Europe afin de construire une Europe des peuples et non une Europe des trusts.

Vu : le candidat